



La Commune



Précarité, dégage !

Algérie : Tribune libre. Points de vue.

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 95 – lundi 8 avril 2019



Etre jeune et diplômé, cela n'ouvre plus les portes du paradis, dans notre pays.

Le chômage devient endémique dans notre société, trouver un emploi relève du parcours du combattant.

Les jeunes chômeurs ont perdu tout espoir de trouver un travail permanent, d'avoir le droit à la sécurité sociale, au congé de maladie, le droit d'exercer une activité syndicale indépendante ou le droit à la retraite.

Aujourd'hui, les employeurs ne cherchent plus qu'à maximiser leurs profits et exploitent sans honte les forces et la détresse de nos jeunes. Ajouter à cela, les conditions de travail déplorables car au nom du capital, ils (les jeunes) sont mis en concurrence pour qu'ils proposent leur force de travail au rabais sur un marché de travail de moins en moins apte à absorber toute cette main d'œuvre inactive. (A ce propos, Karl Marx nous parle d'armée industrielle de réserve).

Pour des emplois précaires, la majorité de ces jeunes doit se plier aux règles de marché, règles déterminées par la loi de l'offre et de la demande.

Ils (ces jeunes) sont obligés d'offrir leur sueur pour des salaires de misère allant de 2500DA à 12000 DA par mois. Et là aussi, rien n'est gagné puisque « cette chance » de gagner sa croûte ne se donne pas à tous mais seulement aux bien nantis aux mieux lotis.

Pour les économistes libéraux, cette situation est celle d'un marché du travail dans laquelle la demande d'emploi (demandes de travail de la part de la population active) est supérieure à l'offre d'emploi (offre de

travail de la part des entreprises). La main d'œuvre est donc excédentaire par rapport aux besoins et il y a chômage. Pour Keynes, un sous-emploi durable est possible. Si la production résultant de la demande effective (anticipée) des entrepreneurs est trop faible, il en résultera un chômage involontaire. En matière de vision de la politique d'emploi, la conception libérale considère que c'est la rigidité du marché du travail qui est responsable du chômage. Selon elle, il faut aller vers plus de flexibilité du travail par le moyen de la réduction des charges pour le patronat. Par contraste, la conception keynésienne considère que seul le marché ne peut pas résoudre le problème de la crise d'où la nécessité d'intervenir sur ce marché et cela par la création d'emplois, la réduction du temps de travail, la formation et la retraite.

Avec la progression accrue de la précarité, le gouvernement algérien avait mis en place un plan d'attaque, lancé une politique de l'emploi qui aurait pu permettre de lutter efficacement contre le chômage et cela en fixant comme objectif l'obtention d'une croissance plus riche en emplois par le moyen d'inciter les entreprises à embaucher, d'aider les chômeurs à créer leur propre entreprise par un financement public, améliorer le fonctionnement du marché du travail par la communication et le conseil et enfin favoriser la formation professionnelle, afin que la main d'œuvre puisse s'adapter aux changements technologiques (recyclage, stages).

Pourtant, les échecs se sont multipliés. Durant les différentes campagnes électorales de l'élection du président sortant Abdelaziz Bouteflika, l'épineux problème du chômage a été mis au centre des débats.

Plus d'un million d'emplois ont été débloqués pour les jeunes. Les charges patronales à l'embauche étaient réduites comme des peaux de chagrin. **Mais de quels emplois s'agissait-il ?** Des emplois à durée limitée, tout au plus pour un an. L'objectif de l'Etat voulant s'inscrire dans le cadre de la baisse du taux de chômage, même le filet social¹ est enregistré dans les comptes de la comptabilité nationale.

Toutes ces formules et mesures n'étaient en réalité que des recettes de cuisine empoisonnées pour les jeunes. Qui parle aujourd'hui des dépressions causées par la précarisation du travail ? Personne ! Une question centrale que nos décideurs doivent étudier méticuleusement.

Le stress au travail et les risques psycho-sociaux ont un coût. Pour les entreprises d'abord, en raison des conséquences sur leur fonctionnement (Absentéisme, turnover, perte de productivité, démotivation- conflits souvent difficiles à gérer).

Ce coût est aussi porteur de conséquences néfastes pour les travailleurs (stress, maladies...) Combien de temps l'Etat pourra-t-il encore se dérober devant ces exigences et continuer cette politique d'austérité ?

N'y a-t-il plus aucun avenir dans ce pays pour la jeunesse sinon que de continuer à soutenir les murs et consommer toutes sortes de stupéfiants ?

Quant à ceux qui ne capitulent pas et n'acceptent pas cet état de fait, ils ne sont considérés que comme des voyous. C'est le résultat auquel veut aboutir un système qui ne se soucie guère de ses enfants.

Tout le monde a compris qu'aujourd'hui, **les privatisations c'est la planification de la misère sous toutes ces formes**. **C'est la négation du combat libérateur du peuple algérien contre le colonialisme. C'est le retour direct à l'ancien système de khamassa² et de l'indigénat.**

L'emploi n'est pas uniquement une activité rémunérée, il confère également à celui qui l'occupe un statut social, une dignité et une indépendance.

La volonté politique du peuple doit trouver son expression : cela commence, dans l'urgence par la transformation de ces postes précaires créés dans différents dispositifs en postes permanents assurant ainsi à ces jeunes un avenir viable, un salaire durable et une cotisation à la caisse de la retraite.

G.K - Grande Kabylie. 04-04-2019.

¹ Forme de travail précaire

² Serfs

Voir aussi dans la catégorie **Lettre de la Commune - Chronique Hebdo**



Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masses ... la fin de régime... >>



« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... >>



Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... >>



Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés par une grande majorité... >>



PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... >>



Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... >>